

# Assembly of Parties Partnership Forum 2018



20-21 novembre 2018  
Sala Conferenze Internazionali  
Ministère italien des Affaires étrangères  
et de la Coopération internationale  
Piazzale della Farnesina, 1, Rome

## PROGRAMME

Mardi 20 novembre 2018

---

### ASSEMBLÉE DES PARTIES

---

9 h – 9 h 30 **Accueil et déclarations**

- 9 h 30 – 11 h
1. Discours d'ouverture de S.E. Enzo Moavero Milanesi, Ministre italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale
  2. Déclaration du président
  3. Rapport de la directrice générale
  4. Débats

11 h – 11 h 30 **Pause-café**

- 11 h 30 – 13 h
5. Plan de gestion et budget pour 2019
  6. Rapports des organes subsidiaires
  7. Proposition de processus de sélection en 2019 du directeur général de l'Organisation internationale de droit du développement
  8. Élections

13 h – 15 h **Clôture de l'Assemblée**

Déjeuner

---

---

## FORUM DES PARTENARIATS

### L'ÉTAT DE DROIT À UNE ÉPOQUE TROUBLÉE

---

15 h – 16 h 15 **Session d'ouverture : Poser le contexte**

Les normes internationales relatives aux droits humains et à l'État de droit sont gravement menacées par des conflits de longue date, des tendances autoritaires émergentes, le changement climatique, des crises humanitaires et des inégalités croissantes. Les intervenants évoqueront les difficultés et perspectives qui se présentent en vue de tirer profit du réel potentiel des objectifs de développement durable (ODD) pour instaurer des sociétés pacifiques, justes et ouvertes.

Cette session portera sur les moyens de créer un élan pour promouvoir l'État de droit et l'accès à la justice à la lumière de la première évaluation quadriennale des progrès quant à la réalisation des ODD – qui aura lieu en septembre 2019 –, du Forum politique de haut niveau des Nations unies (FPHN) qui se tiendra l'année prochaine, et des conclusions du Groupe de travail sur la justice.

**1. Observations liminaires**

Irene Khan

Directrice générale (OIDD)

**2. Allocution**

S.E. Inga Rhonda King

Présidente de l'ECOSOC et du FPHN 2019, représentante permanente de Saint-Vincent-et-les-Grenadines auprès de l'ONU

**3. Interventions**

Kate Gilmore

Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'Homme (ONU)

Jean-Marie Guéhenno

Ancien PDG d'International Crisis Group et Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix (ONU)

Débat animé par Irene Khan, directrice générale (OIDD)

16 h 15 – **Pause-café**

16 h 45

16 h 45 – **Session 1 : Instaurer la confiance envers les institutions**

18 h 30

Cette session examinera différentes approches pour accroître les capacités, l'intégrité et la responsabilité des institutions au travers d'interventions visant à

promouvoir l'indépendance judiciaire, lutter contre la corruption et rendre la gouvernance plus ouverte, transparente et efficace. Elle traitera également de l'importance d'inciter le public à faire confiance aux institutions en améliorant leur réactivité et leur coopération avec les personnes qu'elles servent, y compris en collaborant directement avec la société civile et en comblant l'écart entre systèmes judiciaires formels et informels.

**1. Intervention**

Diego García-Sayán

Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats (ONU)

**2. Points de vue des partenaires**

S.E. Kahinda Otafiire

Ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles, Ouganda

Hon. Abdulai Hamid Charm

Président de la Cour suprême, Sierra Leone

Yuliya Svitlychna

Gouverneure de l'oblast de Kharkiv, Ukraine

Glenda Ayala

Directrice du Mécanisme national de prévention de la torture (NPM/CONAPREV), Honduras

Débat animé par Irene Khan, directrice générale (OIDD)

18 h 30

**Fin**

---

**Mercredi 21 novembre 2018**

---

**FORUM DES PARTENARIATS [suite]**

---

9 h – 9 h 30

**Accueil**

9 h 30 – 11 h

**Établir des partenariats pour promouvoir le développement durable à travers l'État de droit**

**Intervention**

Enrico Giovannini

Porte-parole de l'Alliance italienne pour le développement durable

**Session 2 : L'État de droit dans une économie mondiale changeante**

Cette session examinera comment des pays aux degrés différents de développement peuvent promouvoir une croissance économique durable et ouverte en renforçant leurs capacités juridiques et institutionnelles – y compris au travers de mécanismes alternatifs de résolution des litiges – et en donnant aux entrepreneurs les moyens d’agir. Elle portera sur les moyens d’encourager une vision ouverte du développement en promouvant des partenariats novateurs et en tirant parti des tendances et technologies émergentes pour instaurer et pérenniser le développement.

#### 1. Points de vue des partenaires

S.E. Mario Arvelo

Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (ONU), représentant permanent de la République dominicaine auprès des agences de l’ONU à Rome

Marie-Anne Birken

Directrice juridique (BERD)

Nawaf Al Mahamel

Conseiller juridique (Fonds koweïtien pour le développement économique arabe)

Hanno Scheuch

Conseiller principal (Fonds de l’OPEP pour le développement international)

James Zhan

Directeur de la Division de l’investissement (CNUCED)

Débat animé par Paolo Garonna, professeur d’économie politique à l’université LUISS Guido Carli, Rome

11 h – 11 h 30 **Pause-café**

11 h 30 – 13 h **Session 3 : Comblent l’écart entre les genres en matière de justice**

Cette session détaillera les moyens de combler l’écart entre les genres en matière de justice, afin d’accélérer l’instauration de l’égalité des genres dans les sphères politique, économique et sociale. Elle portera sur une meilleure prise en compte des questions de genre et une représentation accrue des femmes dans les institutions, l’autonomisation juridique, le plaidoyer stratégique et la collaboration avec la société civile. Ces discussions seront axées sur les besoins des femmes qui sont complètement laissées de côté, et sur les façons dont la loi peut aider les femmes à exercer pleinement leurs droits et atteindre leurs objectifs.

1. **Allocution**  
Jan Beagle  
Secrétaire générale adjointe à la gestion (ONU)
  2. **Intervention**  
S.E. Athaliah Molokomme  
Membre du Groupe de travail sur la justice, représentante permanente du Botswana auprès de l'ONU à Genève
  3. **Points de vue des partenaires**  
Hon. Ihsan Barakat  
Juge à la Cour suprême et directrice générale (Institut judiciaire de Jordanie)
  - S.E. Mohammad Farid Hamidi  
Procureur général, République islamique d'Afghanistan
  - Erdenebat Ganbat  
Procureur général adjoint, Mongolie
  - Anna Jakenberg Brinck  
Directrice adjointe du Département du droit international, des droits humains et du droit relatif aux traités (ministère suédois des Affaires étrangères)
  - Kagwiria Mbogori  
Présidente de la Commission nationale des droits humains, Kenya
- Débat animé par Jan Beagle, Secrétaire générale adjointe à la gestion (ONU)

13 h – 13 h 30 **Séance de clôture**

1. **Moment d'inspiration :**  
**Le point de vue de la société civile**  
Gerald Abila  
Avocat et fondateur de BareFootLaw, Ouganda
2. **Remarques finales**  
Inga Rhonda King  
Présidente de l'ECOSOC et du FPHN 2019, représentante permanente de Saint-Vincent-et-les-Grenadines auprès de l'ONU
- Irene Khan  
Directrice générale (OIDD)

13 h 30 **Fin**

